



Communiqué de Presse

Ils ont osé ! Retrait de la Loi Immigration !

Dans la soirée de mardi 19 décembre 2023, le Sénat et l'Assemblée nationale ont adopté la loi « immigration » alors qu'elle avait fait l'objet d'une motion de rejet majoritaire.

Le gouvernement se félicite de ce succès. La 1ère Ministre Mme BORNE est fière du «devoir accompli». Le gouvernement MACRON considère que ce texte fait consensus alors qu'il divise plus que jamais les travailleurs et renforce la précarité des plus fragiles.

Avec la Confédération Force Ouvrière, l'Union Départementale FO du Maine-et-Loire «condamne une loi qui va encore précariser un peu plus les travailleurs migrants et qui, sur des dispositions relatives au droit du sol ou l'accès aux prestations sociales, est contraire aux principes républicains».

Pour l'UD Force Ouvrière de Maine-et-Loire, cette loi remet en cause gravement les principes de notre République «Liberté Egalité Fraternité» en :

- Instaurant un quota annuel d'étrangers qui pourront être admis sur le territoire français
- Transférant aux Préfets le pouvoir de régulariser les travailleurs sans papiers dans les métiers dits en tension, laissant le champ libre à l'arbitraire en lieu et place des droits des travailleurs étrangers
- Fixant une caution aux étudiants étrangers
- Exigeant cinq années de présence sur le territoire pour pouvoir bénéficier de certaines aides notamment les aides aux logements
- Mettant fin à l'inconditionnalité de l'accès à l'hébergement d'urgence

Comme sa Confédération, l'UD FO 49 exige le retrait pur et simple de cette loi.

Ce texte est dans la droite ligne d'une politique de plus en plus autoritaire et inquiétante, politique autoritaire qui restreint la liberté de manifester, qui stigmatise les parents d'élèves et veut les condamner à des travaux d'intérêt général, qui veut imposer l'uniforme à l'école et qui fait convoquer les syndicalistes par la police ainsi que les infirmiers qui n'auraient pas cotisé à l'Ordre (après les avoir faits applaudir) !

L'UD Force Ouvrière de Maine et Loire condamne la volonté de mettre au pas toute la population ainsi que la stigmatisation, le rejet de «l'Autre».

Elle exige le retour aux valeurs fondamentales de la République et le respect des droits des travailleurs étrangers !

Angers, le 20 décembre 2023